

Allocution de

Dr. L'Honorable Renganaden Padayachy,

Ministre des finances, de la planification économique et du développement

International Conference on Digital Economy and Digital Banking

Lundi 31 Octobre 2022, Balaclava

*« La pierre n'a point d'espoir d'être autre chose qu'une pierre.*

*Mais, de collaborer, elle s'assemble et devient temple. ».*

Antoine de Saint-Exupéry

\*\*\*

L'Honorable Pravind Kumar Jugnauth, Premier Ministre de la République de Maurice, Ministre de la défense, de l'intérieur et des communications extérieures, Ministre de Rodrigues, des îles éparses et de **l'intégrité** territoriale

M. Mathias Cormann, Secrétaire Général de l'OCDE

L'Honorable Darsanand Balgobin, Ministre de la Technologie, de la Communication et de l'Innovation

Chers collègues Ministres

Excellences et Représentants du corps diplomatique

Excellences, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de Banques centrales

Représentants des institutions internationales et locales

Membres de la presse

Chers invités

Mesdames et Messieurs,

Bonjour à tous.

C'est un immense honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui, aux côtés de notre Premier Ministre, l'Honorable Pravind Kumar Jugnauth, et du Secrétaire Général de l'OCDE, Monsieur Mathias Cormann.

Je me réjouis également de la présence de Ministres des finances et Gouverneurs de Banques centrales africaines tout comme de hauts dignitaires d'instances internationales.

Pas moins de 22 pays africains sont représentés, aujourd'hui.

Je vous remercie chaleureusement d'avoir fait le déplacement et vous souhaite la bienvenue à Maurice.

**Votre présence parmi nous témoigne ainsi de l'intérêt croissant que revêt la digitalisation pour les économies africaines,**

**mais aussi du rôle fédérateur que Maurice peut jouer comme le relai africain des normes et standards internationaux, à commencer ceux de l'OCDE.**

Mesdames et Messieurs,

La transformation numérique est pour Maurice une nouvelle, et non des moindres, étape de son développement.

Le « Développement », voici un concept sur lequel il mérite de s'arrêter tant il **incarne** à la fois la vision de ce Gouvernement tout comme la raison d'être de l'OCDE.

Car développer, c'est permettre de déployer un potentiel.

Ainsi, durant les prochaines minutes, je m'attacherai à exposer l'histoire du développement économique et social de Maurice au travers de ses valeurs, de ses priorités et de ses perspectives.

La vidéo diffusée il y a quelques minutes n'a pas manqué de montrer comment Maurice est passée d'une économie de monoculture avec un revenu par habitant de 260 dollars en 1968 à une économie dynamique et diversifiée comptant un revenu par habitant de plus de 10 000 dollars aujourd'hui.

Comme vous pouvez le constater, le chemin parcouru par la République de Maurice depuis son indépendance en 1968 est immense.

A l'aube de ses 55 ans, Maurice se définit comme une démocratie vivante et une économie de marché performante, ouverte sur le monde.

Ces valeurs et principes, que nous partageons avec l'OCDE, sont le fondement même du processus de développement à Maurice.

Un développement que nous voulons robuste, inclusif et durable.

Mesdames et Messieurs,

Progrès social et croissance économique sont les deux faces d'une même pièce.

Car, pour reprendre Joseph Stiglitz, le développement consiste à transformer la vie des populations, pas seulement à transformer les économies.

Nous avons fait, **ici à Maurice**, de cette pensée économique une réalité sociale.

Depuis que ce Gouvernement est aux fonctions, la mise en place de réformes aussi structurelles que l'impôt négatif sur le revenu en 2017, le salaire minimum en 2018 ou encore l'augmentation échelonnée de la pension universelle ont ainsi permis de réduire les inégalités et de soutenir notre potentiel de croissance.

Le Coefficient de Gini est d'ailleurs passé de 0,420 en 2017 à 0,342 en 2020.

Notre engagement est plein et entier.

Nous avons fait de l'Humain le dénominateur commun de toutes nos prises de décision.

Nous poursuivons sur la voie du progrès et continuons d'augmenter progressivement le montant de la pension de retraite jusqu'à établir un ratio favorable de 1,5 par rapport au seuil de pauvreté relative.

C'est d'ailleurs sur une recommandation de l'OCDE, indiquant que le montant de la pension devrait être nettement supérieur au seuil de pauvreté relative, que nous avons pris cet engagement.

Dans le Discours du Budget 2022-2023, j'ai ainsi annoncé une revalorisation de l'ensemble des pensions de base de 1 000 roupies par mois à compter de juillet 2022.

Cela a été possible grâce à l'introduction de la Contribution Sociale Généralisée en 2020, une autre des grandes réformes fiscales justes et efficaces que nous avons implémentées.

Monsieur le Secrétaire Général,

En juin de cette année, vous avez présenté les 5 priorités stratégiques de l'OCDE.

En termes de feuille de route, je vois une forte convergence avec celle que nous préconisons.

En effet, malgré la succession des chocs externes subis au cours des dernières années, jamais le Gouvernement n'a perdu de vue le développement du pays et de sa population.

Les urgences immédiates de la pandémie et de la guerre en Ukraine n'ont pas eu raison de nos objectifs structurels.

Elles ont même été un accélérateur de réformes et de justice sociale.

Je parlais il y a un instant de la Contribution Sociale Généralisée, je pourrais également évoquer la mise en place de d'aides ciblées pour les plus vulnérables.

Pour surmonter la pire crise de notre histoire, marquée par une décroissance de 15% en 2020, nous avons fait le choix de protéger plutôt que de détruire.

C'est ainsi que nous avons alloué un montant historique équivalent à 32% de notre PIB pour prévenir les défauts de paiement, éviter les faillites et empêcher les licenciements massifs.

Je rappelle que le Gouvernement a financé, à hauteur de 27 milliards de roupies soit plus de 600 millions de dollars, les salaires des employés et des travailleurs indépendants pendant plus d'un et demi.

Grace à cet effort considérable que la Banque Mondiale qualifie de 4<sup>ème</sup> réponse à la crise la plus importante au monde, ni le développement économique, ni le développement social de Maurice n'ont été altérés.

L'économie mauricienne a pleinement renoué avec la croissance.

Les perspectives sont positives.

Ainsi :

- La croissance du PIB s'établira à 7,2% en 2022 et au-delà des 5% en 2023
- Le PIB dépassera la barre historique de 550 milliards de roupies en 2022
- Le chômage diminuera de 9,2% en 2021 à 7,8 pour cent en 2022
- Les investissements dépasseront les 105 milliards de roupies en 2022, soit une augmentation de 13% par rapport à 2021 ; et enfin
- Les exports de biens et services seront de 292 milliards de roupies, une hausse de plus 80 milliards de roupies par rapport aux chiffres de 2021.

Mesdames et messieurs,

Je faisais référence à la crise de la Covid-19 et à celle de la guerre en Ukraine.

A celles-ci se rajoute une crise climatique d'une rare violence, longtemps restée sournoise, dont nous touchons aujourd'hui du doigt la véracité.

Le second grand chantier de ce Gouvernement est donc celui de la lutte contre le changement climatique.

Combinant mesures d'adaptation et de mitigation, notre stratégie est d'accélérer le processus de verdissement à travers le *Green Transformation Package* que nous avons annoncé cette année dans le Discours du Budget.

Sur la base de notre objectif qui vise à atteindre 60 % d'énergies renouvelables d'ici 2030, ce grand plan national permettra à Maurice de générer au moins 20 milliards de roupies en termes d'investissements publics et privés.

Une fois encore, croissance économique n'est pas antinomique avec développement durable et inclusif.

Bien au contraire.

Mesdames et Messieurs,

En parallèle de nos efforts en matière de transformation environnementale, la transformation numérique occupe également une place de choix dans notre agenda.

Au point même d'avoir choisi de faire de cet enjeu la thématique de la conférence internationale qui nous réunit actuellement.

Avec plus de téléphones mobiles que d'habitants, Maurice connaît le boum de la digitalisation.

Cette tendance, accélérée par la pandémie, s'observe à tous les niveaux de notre société, de notre économie et de nos institutions.

Nous soutenons la création de start-ups innovantes, le développement des banques digitales à Maurice et même la création d'une monnaie digitale de banque centrale.

En effet, je vois dans la transformation numérique de grandes opportunités pour notre pays tout comme notre continent, l’Afrique.

Sachant que la population africaine doublera d’ici 2050 pour atteindre 2,5 milliards d’habitants, le potentiel est immense.

Cela étant dit, en tant que Ministre des Finances, je ne pourrais pas parler de digitalisation sans évoquer le besoin de régulation et d’harmonisation fiscale.

C’est à cet égard que je suis fier de pouvoir dire que Maurice est partie prenante de la solution à deux piliers de l’OCDE et que nous travaillons activement à son implémentation, notamment en vertu de la taxe minimale globale à 15%.

Mesdames et Messieurs,

En lien avec l’ouverture de nos économies, l’expansion du commerce et des flux investissements est un autre enjeu prioritaire pour Maurice.

Le travail engagé par notre Premier ministre en ce sens en est le témoignage concret.

Maurice, petit pays insulaire en développement de 1,3 million d'habitants, bénéficie d'un accès préférentiel à plus de 5 milliards d'individus à travers le monde.

Soit plus de 75% de la population mondiale.

En effet, grâce à son positionnement stratégique, sa stabilité historique et ses atouts indiscutables, Maurice est parvenu à signer 3 nouveaux traités de libre échange aux cours des 2 dernières années.

Il s'agit de l'AFCFTA au niveau du continent africain, du CECPA avec l'Inde et de l'accord de libre échange avec la Chine.

A cela s'ajoutent les accords préexistants avec l'Union Européenne et les Etats-Unis, qui confèrent à Maurice un rôle pivot stratégique pour faciliter les échanges commerciaux et les investissements internationaux.

Pas plus tard que la semaine dernière, nous avons également signé la *Déclaration de l'OCDE sur l'investissements international et les entreprises multinationales*.

Mesdames et Messieurs,

Enfin, au regard des 4 grands chantiers évoqués, comment réussir ce pari ambitieux sans renforcer le rôle de Maurice dans la coopération régionale et internationale, notamment au travers de l'OCDE.

Nous avons la volonté de mettre cette collaboration au service de notre continent mais aussi d'être le relai des valeurs et bonnes pratiques de l'OCDE dans cette partie du monde.

L'Honorable Premier Ministre a, à plusieurs reprises, partagé sa vision pour un approfondissement structuré des liens entre Maurice et l'OCDE.

J'adhère pleinement à cette vision et suis personnellement engagé à la réussite de ce projet.

Nous partageons les mêmes valeurs.

Nous partageons les mêmes priorités.

Nous partageons les mêmes ambitions.

De cette coopération renforcée naitra, j'en suis convaincu, des bénéfices mutuels.

Car comme l'avait si joliment écrit Antoine de Saint-Exupéry, « *La pierre n'a point d'espoir d'être autre chose qu'une pierre. Mais, de collaborer, elle s'assemble et devient temple.* ».

Sur ces quelques mots, je vous remercie de votre attention et vous souhaite à tous d'excellentes délibérations sur le thème de la digitalisation en Afrique.

Merci.